

Initiatives ministérielles

feraient même pas d'ombre. Ils n'obéissent qu'au principe farfelu voulant qu'on peut diriger le Canada comme une entreprise.

On peut voir comment ils dirigent les sociétés. Regardez comment ils agissent dans le cas de Radio-Canada. Hier, la Société Radio-Canada s'est contentée d'annoncer les mises à pied immédiates. C'est aussi la façon dont les grosses sociétés comme Inco et Falconbridge dirigent leur entreprise, sur le plan des relations avec les travailleurs. Ce n'est pas ainsi qu'un gouvernement doit agir, mais il est dirigé par des idéologues de l'âge de pierre.

Le gouvernement a aussi déclaré qu'il réduirait le déficit. Petro-Canada a été une entreprise passablement rentable. Maintenant que le gouvernement en a diminué la valeur, il veut la vendre.

On voit ici un gouvernement qui donne des milliards aux sociétés pétrolières privées pour l'exploitation d'Hibernia, dont 3 milliards de dollars que nous ne reverrons jamais. Il donne maintenant de l'argent aux sociétés privées. Nous vivons dans un État-providence pour les sociétés. Ce gouvernement donne généreusement aux sociétés parasites. Par contre, il s'est montré plutôt dur pour les rentiers qui ont reçu un trop-payé de leur supplément de pension de vieillesse. Il a récupéré chaque dollar et chaque cent versé en trop. Par contre, il fait profiter de ses largesses toutes les sociétés qui attendent la manne.

Dans le cas d'Hibernia, pas un seul litre de ce pétrole ne sera raffiné au Canada. Il y a une raffinerie à Come-by-Chance qui a aussi bénéficié des largesses du gouvernement précédent. Beaucoup d'argent a été consacré à la construction de cette usine de Come-by-Chance.

M. Langdon: Ce sont les libéraux qui ont fait cela.

M. Rodriguez: Oui, il s'agissait des libéraux. Je parle de l'autre bande. Quelle est la différence? C'est tout un spectacle que nous avons sous les yeux.

Souvenons-nous de Petrofina, lorsque Petro-Canada l'a achetée. Nous n'avons jamais su le fond de l'histoire. Les conservateurs, tandis qu'ils formaient l'opposition, exigeaient des renseignements, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information ou de certaines règles. Dès qu'ils ont été au pouvoir, le vérificateur général a demandé à obtenir cette information. Ils se sont montrés aussi muets qu'une carpe quand est venu le temps d'informer le public.

On a utilisé Petro-Canada pour acheter à prix fort une société qui ne valait peut-être pas le coup à l'époque. Et maintenant, le gouvernement veut tout vendre. Il vend les bijoux de famille, tous ces investissements faits par la population canadienne. C'est la population canadienne qui a investi pour permettre la création de Petro-Canada. Elle doit y avoir consacré environ 6,5 milliards de dollars, et maintenant que le gouvernement lui a fait perdre sa valeur, il s'apprête à la vendre. La population du Canada a investi dans une pétrolière nationale d'intérêt public.

Le gouvernement dit maintenant qu'il a besoin d'argent. Il sait qu'il ne fait pas un sou avec toutes ces sociétés qu'il a nationalisées. Il a trompé les Canadiens en les amenant à penser que d'une manière ou d'une autre, en privatisant ces sociétés, il y gagnerait des milliards de dollars qu'il pourrait appliquer au déficit.

On peut se demander si cela requerra le déficit. Examinons la situation des sociétés d'État. Cette société a rapporté à la population. Ce que veut faire le gouvernement, c'est vendre quelque chose qui a enfin commencé à rapporter à la population canadienne. Je pense que c'est une disgrâce et que c'est très dommage que nous ne puissions pas achever ce gouvernement. J'en appelle aux députés d'arrière-ban du Parti conservateur: levez-vous et faites au premier ministre ce que les conservateurs ont fait à Margaret Thatcher, au Parlement de Westminster.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, mais le temps de parole du député est écoulé. Nous reprenons le débat.

M. Langdon: Monsieur le Président, il n'y a pas quorum.

Le président suppléant (M. Paproski): Je vais demander au greffier adjoint de compter les députés.

Après le compte:

Le président suppléant (M. Paproski): Convoquez les députés.

Après l'appel du timbre:

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il y a quorum sans compter celui qui occupe le fauteuil, le débat peut se poursuivre.

Mme Barbara Sparrow (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, j'ai écouté les députés des deux partis d'opposition et j'ai trouvé très intéressantes les explications qu'ils ont données sur les amendements qu'ils proposent au projet de loi C-84. Ils ont parlé d'une société pétrolière nationale réglementée par le gouvernement, contrôlée par lui et dont il est actionnaire.

Je rappelle à mes collègues que je suis Albertaine. L'une des pires choses à nous arriver a été le Programme énergétique national adopté à la Chambre des communes